



Les émeutiers de l'injustice

Michel Kokoreff

DANS **MOUVEMENTS** 2006/2 n^o 44 , PAGES 13 À 25
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 2-7071-4817-2

DOI 10.3917/mouv.044.25

Date de mise en ligne : 01/04/2006

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2006-2-page-13?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les émeutiers de l'injustice

Les émeutes urbaines survenues durant l'automne dernier dans les quartiers populaires peuvent se comprendre comme l'expression d'un profond sentiment d'injustice que nourrissent au quotidien les rapports avec les institutions. Elles résultent d'un mépris et d'une violence de la part de ces institutions, insupportables pour ceux qui les subissent. Ce qui est dès lors en jeu, au-delà de l'événement lui-même, c'est la tension entre déni de citoyenneté et idéal égalitaire, expérience de l'indignité et demande de respect. Largement impensés ou occultés, ces aspects invitent à reconsidérer le potentiel politique de ces quartiers et à porter un autre regard sur leurs transformations en cours.

PAR
MICHEL KOKOREFF

Ces émeutes urbaines survenues durant l'automne dernier dans les quartiers populaires auront étonné tout le monde (ou presque). Elles étaient pourtant largement prévisibles. Bien des signaux ont été émis afin d'attirer l'attention sur la dégradation des situations rencontrées, au sein de ces espaces urbains toujours plus stigmatisés, par les populations qui y vivent. Tout n'a-t-il pas été dit sur les raisons sociologiques de la « crise des banlieues »? Montée du chômage de masse et institutionnalisation du non-emploi, ségrégations urbaines et scolaires, discriminations ethniques et raciales, stigmatisation et criminalisation des classes populaires, tous ces processus sont bien connus. Piliers de l'univers des cités, les jeunes adolescents et adultes ont été – et restent – particulièrement affectés par de tels processus. Si les dimensions territoriales en jeu sont indéniables, se traduisant par la complexité et la diversité des situations locales, ces processus dépassent aussi largement l'horizon borné des grands ensembles urbains pour mettre à jour une série de transformations plus générales des sociétés dans lesquelles nous vivons. Mais la démagogie et l'incompréhension l'ont emporté sur la rigueur du diagnostic. On a assisté à une réorientation des politiques publiques locales dont l'échec programmé s'est accompagné d'un tournant sécuritaire de l'État bien avant 2002, en France comme ailleurs, lequel tournant a contribué à renforcer les tensions plutôt qu'à permettre de s'attaquer aux véritables causes de l'insécurité tant civile que sociale. Enfin, cette

crispation s'est accompagnée d'un déplacement du centre de gravité de l'espace politique et idéologique dont le 21 avril 2002 reste le symptôme.

On en conviendra, un tel constat est aussi désespérant qu'inquiétant. Désespérant au regard de la masse des travaux réalisés par des chercheurs en sciences sociales. On ne pouvait pas dire que l'on ne savait pas. Force est de constater que les sociologues sont devenus inaudibles; et ce alors qu'ils n'ont peut-être jamais été autant sollicités ou paraphrasés. Soupçonnés *a priori* de « donner des excuses aux délinquants », ils semblent avoir peu de prises sur la teneur du débat public, ses orientations et inflexions possibles, sans parler de celles des politiques. Inquiétant, ce constat l'est aussi parce que ces effets

de méconnaissance de la situation dans les quartiers et cités populaires aujourd'hui traduisent une accentuation des clivages: tout à la fois entre les populations qui y vivent et la société française dans son ensemble, les classes populaires et la classe politique et la gauche en particulier, mais aussi au sein de ces mondes sociaux eux-mêmes en proie aux effets de la fragmentation tant sociale, urbaine et culturelle que politique.

Cela étant dit, il convient sans doute de nuancer le tableau pour comprendre de ce qui est advenu. Car au fond, ces émeutes ont pris une tournure inédite, que ce soit par leur

Il y a une continuité entre les situations vécues de façon quotidienne par les jeunes des quartiers pauvres dans leurs rapports avec les institutions et les moments de plus haute intensité qui défrayent la chronique.

enchaînement, leur intensité, leur durée, ou encore par leur rayonnement bien au-delà des frontières de l'hexagone. Depuis plus de trente ans, ici comme ailleurs, les émeutes locales sont la réponse immédiate aux violences policières. Or on a assisté à tout autre chose entre le 29 octobre et le 18 novembre 2005. Comment ces actes non seulement qualifiés par le pouvoir policier comme des actes de « délinquance », mais reconnus unanimement à travers la catégorie pourtant bien incertaine de « violences urbaines », comment donc ces scènes de voitures et de bâtiments incendiés qui ont fait le tour du monde par écrans interposés ont-elles pu bénéficier d'un tel impact? D'aucuns évoqueront la formation d'un nouvel espace public globalisé. Mais il faut croire que la force de l'événement a dérouté les grilles de lecture et catégories habituelles. On a pu s'en rendre compte, loin des réalités franco-françaises, au cours d'une mission en Argentine. Ce qui a été perçu dans ces émeutes, ce sur quoi les interrogations ont porté de façon lancinante concerne au mieux (si l'on peut dire) l'échec du modèle d'intégration à la française et la problématique de l'immigration, au pire des « émeutes musulmanes » (sic) et les « tentations terroristes des émeutiers » (resic). Rien de très nouveau donc, si ce n'est le triomphe d'un mode de pensée conservateur, doublé d'un appel à peine voilé à l'humilité d'un pays qui a incarné l'universel sous le signe des droits de l'homme.

Or s'agit-il bien de cela? Ce n'est pas sûr. La singularité de ce qui est arrivé ne réside-t-elle pas bien davantage dans la dimension politique des émeutes dont la sociologie reste à faire? Mais dans ce cas, comment qualifier sa complexité encore balbutiante et foisonnante, brouillée qu'elle est par de multiples contradictions? N'est-ce pas cette dimension qui dérouté un corps social dépressif? Une dimension politique que s'est employée à défaire une gestion d'abord répressive puis démagogique de la « crise » et qui l'a alimentée en retour? Gouverner par la peur est devenu un registre d'action politique à part entière: faire peur et rassurer, pointer les risques de « guerre civile » (on croit rêver) et instaurer l'état d'urgence de sinistre mémoire, et ce alors même que les violences se calmaient...

Aller plus loin serait passer en quelque sorte de l'autre côté du miroir, c'est-à-dire décrypter le point de vue de ceux que l'on peine à entendre et qui échappent à la représentation, dans tous les sens du terme. Que disent les « émeutiers »? En quoi y a-t-il quelque chose de l'ordre du politique dans leur action collective? Et quelles en sont les forces, les perspectives, mais aussi les limites? De ce point de vue, comprendre le sens des émeutes, les logiques qui leur sont sous-jacentes, qui en ont été les acteurs de premier ou de second plan, dans quel contexte et selon quelle temporalité, nécessiterait non pas seulement de revenir sur la chronologie des événements et la chronique qu'ont pu en donner les médias, mais aussi de mobiliser des données de première main: observations et entretiens sur le terrain, dans les cités émeutières comme dans celles qui sont restées à distance, récits de tiers (pair(e)s, parents, voisin(e)s, éducateur(trice)s, acteurs associatifs, etc.), témoignages recueillis par des journalistes ou des témoins ayant été en contact direct avec ces (très) jeunes qui ont occupé la nuit et fait parler d'eux pendant trois semaines et plus. Ce matériau reste encore bien lacunaire. Cela dit, il est possible de mobiliser les enquêtes de terrains et observations de l'intérieur réalisés ici ou là. Car on peut poser qu'il y a une continuité entre les situations vécues de façon quotidienne par les jeunes des quartiers pauvres dans leurs rapports avec les institutions et les moments de plus haute intensité qui défrayent la chronique. Ce sont quelques éléments qui sont présentés ici.

● Les ressorts de l'injustice

Le socle commun de la révolte: un profond sentiment d'injustice dont on imagine mal les tenants et les aboutissants lorsque l'on vit en dehors de ces quartiers populaires périphériques. Pour les jeunes qui ont grandi ensemble, c'est autour de la police, mais aussi de la justice – bien que dans une moindre mesure, car plus distante physiquement, plus abstraite aussi – que se cristallise un tel sentiment. Le problème ne date pas d'hier: il a été au cœur de tous les événements qui ont conduit, de façon intermittente, à réouvrir le « dossier des banlieues » depuis plus d'une vingtaine d'années, avant de le refermer.

On peut l'expliquer de plusieurs manières. Les médiations entre ces enfants d'ouvriers frappés par les effets sociaux de la désindustrialisation et les forces de l'ordre se sont progressivement délitées, en particulier dans

les anciennes « banlieues rouges ». Alors que l'on a assisté à une dégradation sociale des quartiers paupérisés et ségrégués, l'essor de la délinquance d'appropriation et des activités illicites liées à l'usage de drogues, et parallèlement, le développement de stratégies policières visant à assurer simultanément ordre public et sécurité urbaine, ont conduit à renforcer cette tension. Mais ce sont aussi les caractéristiques des « acteurs » en jeu qui sont fondamentales pour comprendre la situation. Un tel face-à-face met, en effet, en présence le plus souvent les jeunes les plus désœuvrés des cités et les policiers les moins expérimentés, souffrant d'un manque flagrant de savoir-faire et d'encadrement, dans la région parisienne en particulier. À cela s'ajoute une dimension « raciale » évidente dans un conflit qui met aux prises pour l'essentiel des jeunes « non blancs » et des policiers « blancs », des Mohamed et des Boukakar d'un côté, des Raymond ou des Jean-Pierre de l'autre.

Résultat : contrôles systématiques des mêmes groupes, délits de faciès, interventions musclées ou insultes, humiliations et provocations sont trop souvent la norme. L'arbitraire devient la règle, et les dérapages inéluctables. Rien de tel qu'un outrage pour se protéger de contrôles d'identité « musclés », voire de violences policières. Rien de tel pour parer à l'incompétence, à l'incapacité d'engager la relation autrement que sur le mode du rapport de force. On pourrait multiplier les exemples qui attestent de cette réalité trop souvent méconnue. Le paradoxe, c'est qu'au moins dans certains quartiers où l'implantation durable d'économies clandestines est de notoriété publique depuis des décennies, les « voyous » notoires, et parmi eux ceux qui contrôlent les micro-réseaux de revendeurs de drogues, receleurs et autres petites mains du business des cités, donnent l'impression à tout le monde d'être peu inquiétés. Bref, les « petits » prennent pour les « gros ». Et les rumeurs de corruption, que ce soit dans les institutions ou parmi les élus, ne peuvent qu'alimenter ce climat de tension et de suspicion généralisé.

Dans les émeutes de novembre dernier, on retrouve tous ces ingrédients. À l'origine, il y a le décès de deux adolescents, Zyed Benna et Bouna Traoré, dans des circonstances aussi tragiques qu'obscurées (et la fuite d'un troisième, Muttin, grièvement blessé). Il est avéré aujourd'hui qu'ils n'étaient impliqués en aucune manière dans un cambriolage ou un vol de chantier, contrairement aux premières déclarations du gouvernement, mais qu'ils ont cherché à éviter un contrôle d'identité. Comment comprendre la frayeur qui a été la leur ? Cela en dit long sur les effets pervers du durcissement des modes d'intervention de la police dès lors qu'elle est davantage perçue comme un danger que comme un élément de paix sociale. Par ailleurs, la communication du gouvernement a joué un rôle non négligeable dans la colère des émeutiers et la diffusion des émeutes, d'abord en Seine-Saint-Denis, puis sur l'ensemble du territoire. Si les déclarations du ministre de l'Intérieur du 26 octobre à Argenteuil sont passées inaperçues, celles tenues à La Courneuve, suite à la mort du petit Sidi-Ahmed, le 19 juin 2005, étaient dans toutes les têtes. L'emballement médiatique a aussi largement contribué à l'embrasement des esprits, ne serait-ce qu'en reprenant la « sémantique guerrière » du gouvernement et en jouant

sur l'impact émotionnel des images d'incendies ou de voitures calcinées.

Sur le terrain, les mesures destinées au rétablissement de l'ordre ont conduit à la surenchère – même si le pire a été évité. Ainsi à Clichy-sous-Bois, le samedi 29 octobre, au moment de la rupture du jeûne, les forces de l'ordre (près de 400 CRS et gendarmes) bouclent le quartier du Chêne Pointu. Peu après, les rues se repeuplent et quelques jeunes font face aux policiers qui, plusieurs témoignages l'attestent, les provoquent (insultes racistes, appels au combat...). Le dimanche soir, de graves incidents surviennent à la mosquée des Bosquets: la police utilise des gaz lacrymogènes en pleine prière, des femmes sont insultées à leur sortie. Les affrontements reprennent et de nouvelles voitures sont brûlées.

Les émeutes s'inscrivent dans ce faisceau de phénomènes: tensions entre jeunes et police dans les cités, incapacité à assurer la sécurité publique en surjouant le conflit, mépris de la communication politique du gouvernement dictée par des calculs politiques, emballement des médias qui ne s'intéressent aux « banlieues » que lorsqu'il y a le feu. Ajoutons le terreau sociologique de la révolte des jeunes (précarités, inégalités, discriminations). Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'histoire pourrait bien se répéter si on n'en prend pas la mesure.

● Une demande de respect

Mais venons-en au point de vue des acteurs. Qu'ont dit les jeunes impliqués dans les émeutes? Que demandaient-ils, d'ailleurs souvent avec le soutien tacite de leur famille et d'acteurs de terrain connaissant, eux, parfaitement ce qui se passe dans leur quartier comme ailleurs? Qu'attendaient ces « *fils et filles de la République* », selon la formule du président Chirac? Que les policiers arrêtent leurs provocations et que cessent les délits de faciès. Non pas seulement la démission du ministre Sarkozy, mais que des excuses soient rendues pour les accusations portées à tort sur les deux adolescents électrocutés, mais aussi pour la grenade lacrymogène qui a explosé sur la façade de la mosquée.

Lors de la première nuit d'émeutes à Clichy-sous-Bois, 23 voitures ont été brûlées, le centre de secours des sapeurs-pompiers caillassé, des vitrines brisées, des abribus vandalisés, le centre de distribution de la Poste incendié. Selon l'imam de la salle de prière toute proche: « *Tout est parti d'un contrôle de police. Les arrestations sont musclées, et les jeunes se sentent humiliés. C'est sans doute pour cela qu'ils ont pris la fuite.* » À l'inverse, le maire PS de la commune donne une toute autre interprétation, dans un premier temps du moins: « *Des jeunes d'un peu partout sont venus à Clichy et se sont livrés à un harcèlement anti-institutionnel. [...] Mais ce n'est pas Beyrouth, la ville n'est pas à feu et à sang. [...] (Ils) ont trouvé un prétexte pour commettre des actes de vandalisme.* »¹

Qu'attendaient ces « fils et filles de la République », selon la formule du président Chirac? Que les policiers arrêtent leurs provocations et que cessent les délits de faciès.

1. *Le Monde*,
29 octobre 2005.

2. *Libération*,
31 octobre 2005.

Le surlendemain, samedi 29 octobre, marche silencieuse à Clichy-sous-Bois : « *On demande le respect !* » ; « *Quand on est issu de l'immigration, on nous laisse dans les caves, dans les halls.* » ; « *Les CRS et les BAC ont passé la journée à nous provoquer et à mettre de l'huile sur le feu.* »². Comme dans la marche organisée à Aulnay-sous-Bois, la semaine suivante, beaucoup des personnes présentes comprennent la révolte des jeunes même si elles réproouvent les violences. Des jeunes de Clichy ont créé une association en mémoire des victimes, ADM, Au-delà des mots. Il s'agit de revendiquer l'authenticité d'une colère, « *à l'inverse des éruptions égotiques ou ludiques dans les autres cités.* »

Les témoignages recueillis par des journalistes auprès de jeunes adultes confirment ce sentiment d'injustice et la demande de respect qui en résulte. Par exemple, Christophe, étudiant de 22 ans : « *À force de se la jouer superhéros, supermégalo, Sarko a fait partir tout le monde en vrille. Il a montré un total irrespect envers tout le monde.* » Eric, 34 ans, habitant Montfermeil, explique à sa manière l'inversion du stigmate qui d'imposé devient assumé pour cristalliser une identité commune : « *On a un ministre qui dit : « Vous êtes tous pareils. » Moi, je dis non, on se dit tous non. Mais on nous renvoie « Vous êtes tous pareils ». Alors ça crée quelque chose en commun.* »

On retrouverait facilement dans les propos des plus jeunes des mécanismes sociaux bien connus, à l'instar de ce groupe rencontré à Aubervilliers. Inversion du stigmate : « *Puisqu'on est des racailles, on va lui donner de quoi nettoyer au Kärscher à ce raciste.* » Affirmation d'une identité spécifique : « *On n'est pas des casseurs, on est des émeutiers.* » Rites sacrificiels : « *On est prêts à tout sacrifier, puisqu'on n'a rien.* » Intériorisation de la domination : « *On n'a pas les mots pour s'exprimer ce qu'on ressent ; on sait juste parler en mettant le feu.* » Solidarité entre jeunes des banlieues : « *On se rassemble tous pour faire entendre notre révolte.* » Désir de visibilité sociale : « *Ils ont envie de se faire voir. Ça a marché : la preuve, vous les journalistes, vous êtes tous là, même TF1.* »³ Dans un reportage similaire à Aulnay-sous-Bois, de quoi parlent les jeunes rencontrés ? Ils parlent du chômage, des discriminations, des provocations policières, condamnent la violence tout en admettant que « *c'est la seule façon de faire passer un message.* »⁴ Ce n'est pas simplement un discours appris, c'est une réalité quotidienne que l'on finirait par perdre de vue. À y regarder de près, il y a parmi ces jeunes une critique argumentée des représentations que véhiculent les grands médias qui devrait faire réfléchir nos politiques et autres experts, tellement persuadés que leur colère ne peut être qu'irrationnelle. Par exemple, explique l'un d'eux : « *Dès le départ, les médias ont été les complices de Sarkozy. Ils l'ont accompagné partout, ce qui n'était pas le cas lorsque Villepin était ministre de l'Intérieur. Ils font trop d'amalgames sur les jeunes = voyous et cités = islamistes. Quand vous filmez les jeunes c'est toujours la caricature. Ils sont en train d'aboyer, on ne comprend pas ce qu'ils disent.* »⁵ Dans certains cas, comme à Asnières-sur-Seine où le député-maire, proche du président du Conseil général des Hauts-de-Seine, a organisé une « veille citoyenne »

3. *Le Monde*,
8 novembre 2005.

4. *Le Parisien*,
8 novembre 2005.

5. *Libération*, 5 et
6 novembre 2005.

à grand renfort de caméras, un jeune de 17 ans habitant les quartiers Nord : « *Ici il s'était rien passé depuis une semaine, à part un abribus cassé. Et c'est le maire qui ramène les caméras et qui vient foutre le bordel. C'est la meilleure de l'année.* » Personne ici ne semble être dupe de cette opération de communication déguisée en appel aux citoyens.

Bien qu'épars, ces éléments mettent en valeur les ressorts des émeutes, leur signification profonde. Là où la disqualification des violences a été la règle, ils témoignent d'une intelligence de la situation et d'une parole capable de les expliquer laissant apparaître des revendications possibles.

● Un quartier parisien sous tension

Bien que peu touchés par les émeutes dans l'ensemble, la capitale et ses quartiers populaires périphériques ont connu durant les événements des incidents graves et inquiétants. C'est le cas dans cette cité, où vivent plus de dix mille habitants, située dans le nord-est de Paris et concentrant des familles pauvres de migrants. Là comme ailleurs, des groupes de jeunes « squattent » quelques halls en soirée et jusqu'à tard dans la nuit.

Il s'agit essentiellement de garçons de 16 à 25 ans et plus. Les plus jeunes sont encore à l'école, dont ils n'attendent pas grand-chose, inscrits en CAP ou en lycée professionnel pour la plupart, tant cette institution leur renvoie l'image de leur échec et de leur relégation au motif de leur origine ou de leur appartenance à une minorité ethnique. Si certains déclarent que l'école « *ça va nous apprendre un métier* », que c'est une manière de pas « *galérer* », car « *des gens comme nous, ils se lèvent pas* », le jugement porté est sans nuance : « *Les profs c'est des bâtards. Ils renvoient assez facilement. On se tape des heures de colle pour rien. Maintenant ils ont mis des surveillants de cité, ils nous parlent mal.* » D'autres jeunes ont quitté l'école (ou ne se sont pas inscrits dans leur nouvel établissement après le collège), et en attendant une hypothétique formation professionnelle, ils adoptent le style de vie caractéristique des « jeunes des cités », entre désoccupation sociale et inscription dans l'univers de la rue, avec ses codes, ses combines et ses violences. La délinquance y est endémique, elle est moins un problème qu'une solution pour accéder à des ressources nécessaires à la réussite sociale dont le signe fondamental est l'argent. Le sentiment d'exclusion y est aussi prononcé, celui d'être abandonné, relégué, bref d'être une victime de la société. Les confrontations avec les patrouilles de police et les équipes du groupement public d'intervention et de sécurité (GPIS) se situent dans cette logique. Ces jeunes sont confrontés à l'arbitraire des interventions policières et aux rapports de force instaurés dans le souci d'une reconquête du territoire.

Contrairement à d'autres banlieues plus lointaines ou moins dotées en services sociaux et équipes de prévention, la présence des éducateurs de rue est importante, y compris la nuit. Ces éducateurs, qui ont comme

Beaucoup des personnes présentes comprennent la révolte des jeunes même si elles réprouvent les violences.

6. Je remercie en particulier Najim Bouarian pour les observations qu'il m'a transmises, ainsi que Karim Lfahreh et Madjid Mazni.

caractéristique d'avoir grandi dans la cité et de connaître tout le monde, maintiennent le contact avec ceux qu'ils appellent les jeunes du « ghetto profond », discutent, passent du temps, ouvrent des portes là où l'enfermement sur l'univers de la cité réduit les perspectives. S'ils les ont connus « tout petits », leur tâche est difficile car ils récupèrent souvent toute la violence de la cité. Entre éducateurs et policiers qui quadrillent la cité à heures fixes, les rapports sont tendus : il arrive que les éducateurs soient malmenés, insultés, voire interpellés sans raison, au vu et au su de tout le monde. Ne seraient-ils pas du côté des « voyous » ?

Lors de la première semaine de novembre, trois de ces éducateurs ont assuré une présence jusqu'à tard dans la nuit pour éviter le pire. Prenons comme fil conducteur le récit que nous en fera l'un d'eux pour saisir de l'intérieur l'enchaînement des situations.⁶ Depuis lundi 31 octobre, les violences qui ont eu touché les banlieues et en particulier le département tout proche de la Seine-Saint-Denis ont des incidences sur ce quartier : les tensions se sont multipliées entre les jeunes et les forces de l'ordre. Jeudi 2 novembre, la provocation est montée dans l'après-midi, la police passait toutes les dix minutes pour provoquer les jeunes en leurs disant : « *Alors bande de petites merdes, vous êtes en retard, vous commencez quand ? Vous croyez que vous êtes des chauds ? On va vous mettre une bonne raclée.* » Comment ne pas être sidéré par de tels propos ? Comment calmer les esprits après cela ? Ce soir-là tout le monde s'est préparé pour le week-end. Vendredi 3, à partir de 19 heures, dès qu'une voiture de police passe, les jeunes lui envoient une boule de pétanque pour lui casser un carreau, mais les policiers ne s'arrêtent pas et continuent leur chemin. Les CRS se sont mobilisés derrière la cité pour préparer l'assaut sur le secteur. Les jeunes les ont attirés dans la cité, les policiers, tous casqués, bouclier à la main, matraque et *flash-ball*, une patrouille à la première barrière de la rue C., la deuxième à la barrière de la rue B., et les jeunes au milieu de la cité, tous avec des bouteilles à la main. La police n'est pas rentrée dans la cité, elle est restée devant. Puis les jeunes ont commencé à jeter leurs bouteilles sur des voitures de police, et là, l'assaut a été donné. Tous les jeunes se sont enfuis par peur des *flash-ball*. Aucune interpellation n'a été faite, mais la cité était quadrillée. Vers 23 heures, la police s'est retirée. À minuit, des jeunes énervés brûlent une voiture et quelques poubelles, préparent des cocktails Molotov pour la soirée. La police revient. Ils leur jettent des bouteilles et s'enfuient. Vers deux heures du matin, le calme est revenu, les jeunes ont réussi à éteindre tous les lampadaires de la cité qui est maintenant plongée dans le noir, aucune lumière. La police décide donc de ne pas rentrer.

Plus tard dans la nuit, nous sommes allés voir ces jeunes avec les éducateurs, discuter avec eux sur tout ce qui venait de se passer. Pour eux, c'est un jeu et en même temps la réponse aux provocations, et chacun de raconter sa petite histoire, comme s'ils venaient de gagner une « guerre ». C'est surtout une vengeance contre la police qui les provoque tout au long de l'année (contrôles d'identité multipliés, insulte, provocation). Ils espèrent que tout cela fera la une du *Parisien* ou de *TF1*.

Le lendemain, la tension montant encore d'un cran, un des éducateurs a décidé de prendre dix jeunes (« *les plus chauds* ») et de faire une sortie au cinéma, tout en leurs expliquant que les choses risquaient de mal se passer et qu'il leur fallait quitter les lieux parce que les CRS se préparaient aussi. Acceptant cette proposition, il se sont retrouvés à Opéra, et afin de ne pas retourner au quartier, l'éducateur a décidé d'aller manger au Mac Do. Là, les jeunes étaient calmes, dans leurs bouches, il n'y avait qu'un seul mot, « Sarkozy » : « *C'est un bâtard.* » ; « *Il veut nous baiser la gueule.* » ; « *Il nous envoie son équipe de CRS, mais il croit qu'on a peur.* » ; « *Il veut tous nous mettre au chtard [en prison].* »

Ici comme ailleurs, la logique de l'affrontement est déterminante. Elle résulte des modes d'intervention des policiers qui sont perçus par les jeunes dans les termes d'un affrontement entre « bandes ». Dans ce quartier comme dans d'autres situés à Paris ou en banlieue, les témoignages de provocations et de violences policières sont innombrables. Ces situations viennent confirmer une sensation générale de relégation et de ségrégation qui englobe toutes les institutions. C'est bien cet état de fait qui est dénoncé par les jeunes, émeutiers ou pas. Cela étant, on ne peut nier une dimension, plus ludique : jouer au chat et à la souris avec les policiers, tendre des embuscades, mais aussi faire la une des journaux. Cette entrée progressive dans le « jeu » peut être considérée comme l'un des effets de la sur-enchère médiatique et sécuritaire, tout le monde s'intéressant soudainement aux banlieues. On peut aussi voir dans ces conduites extrêmes, comme il y en a eu à plusieurs moments, l'entrée dans quelque chose de bien plus malsain encore que de brûler des voitures. Encore convient-il de ne pas se voiler la face, comme le précise ce jeune qui, lorsqu'on lui demande « Pourquoi? », répond simplement : « *Il y a trop de discriminations car les jeunes ne trouvent pas de travail. Alors ça les décourage.* »

● La politisation de l'injustice

On ne comprend rien à ces émeutes si l'on ne prend pas en compte la signification politique qui leur est inhérente. Déjà parce que le maintien de l'ordre public a toujours une dimension politique qui conduit à dépolitiser la colère légitime de ceux qui occupent la rue, en la disqualifiant. Ensuite parce que la gestion de la « crise » par le gouvernement s'est opérée sur fond à peine voilé de rivalités des prétendants face à un monarque vieillissant et de neutralisation de l'opposition. Enfin parce que l'efficacité symbolique de ces émeutes n'a pas été négligeable, si l'on en juge par la manière dont le traitement des violences a délaissé la rubrique des faits divers pour occuper l'action de l'État, sommé qu'il a été d'appor-

Le maintien de l'ordre public a toujours une dimension politique qui conduit à dépolitiser la colère légitime de ceux qui occupent la rue, en la disqualifiant.

ter des réponses aux causes profondes du malaise, et pour monopoliser l'attention collective. C'est aussi bien évidemment l'une des limites de cet épisode. L'histoire récente des banlieues le confirme : les explosions ont davantage attiré l'attention de la classe politique et des médias que la misère sociale ou l'assignation à résidence ethnique. Elles ont bien plus suscité des mesures de saupoudrage qu'une politique audacieuse et pérenne pour traiter les problèmes de fond. Et les désillusions sont à la mesure des promesses non tenues.

L'autre limite est précisément l'absence d'issue politique de ces mouvements de protestation venus des banlieues populaires. Ainsi, on peut tenir pour acquis que l'essoufflement de ce que l'on a appelé le « mouvement beur » a résidé dans le dilemme entre l'insertion dans le système politique et l'affirmation de la différence culturelle, le désenchantement à l'égard de la politique de la ville, mais aussi la récupération et la neutralisation par SOS Racisme de ce qui était déjà

le problème central posé par les « marcheurs », à savoir les rapports jeunes-police. Alors que des centaines de milliers de jeunes de nos banlieues et quartiers populaires sont confrontés à l'extension des pratiques de discrimination, le piège se referme dès lors que toute tentative d'expression collective est qualifiée de « communautarisme » et par là peine à s'inscrire dans l'espace politique.

Mais n'a-t-on pas abusé de la ritournelle de la dépolitisation des quartiers (et des couches) populaires ? En réalité, on confond deux choses : la crise d'une culture militante de la

lutte et l'expression d'une conscience politique dont le terreau réside dans la vie quotidienne des cités. Or il y a du politique dans les quartiers pour autant que l'on sache le décrypter avec la bonne paire de lunettes ! Bien souvent, la mobilisation des militants de cité ne se traduit pas dans les formes d'organisation conventionnelles et structurées auxquelles nous sommes habitués. Mais elle ne se réduit pas non plus aux messages exprimés par les groupes de rap et autres musiques populaires contemporaines qui sont l'expression infrapolitique d'une révolte plus large.

Dans le cas présent, les émeutes sont la traduction d'un profond sentiment d'injustice que nourrissent au quotidien les rapports avec les institutions. Elles peuvent se lire comme l'expression de l'existence d'un mépris et d'une violence de la part de ces institutions, insupportables pour ceux qui les subissent, bien que totalement étrangers à ceux qui vivent dans un autre monde social. D'où le lien sourd entre ce sentiment d'injustice et un conflit de classes qui n'est pas dit mais tourne autour de la représentation bourgeoise des « petits blancs » qui sont aux commandes. Lors de nos enquêtes, nous avons souvent entendu cette phrase : « Ça va péter un jour. » ; « On va tout niquer et ils verront bien. ». Qui est ce « on », et qui est ce « ils » ? Ce qui est nouveau, c'est le déplacement de ce sentiment d'in-

*Le piège se referme dès
lors que toute tentative
d'expression collective
est qualifiée de
« communautarisme » et
par là peine à s'inscrire
dans l'espace politique.*

justice largement partagé par les jeunes et les moins jeunes qui habitent ces zones de relégation. L'enjeu fondamental réside, nous semble-t-il, dans cette tension entre déni de citoyenneté et idéal égalitaire, expérience de l'indignité et demande de respect. C'est ce qui donne sens à ces scènes d'autant plus facilement qualifiées de « violences urbaines » que ces aspects restent largement impensés ou occultés.

● L'offre politique en mouvement

Ces événements ont-ils été le catalyseur d'un renouvellement de l'offre politique dans les quartiers populaires? On peut en faire très sérieusement l'hypothèse. Deux phénomènes peuvent étayer cette analyse. Le premier concerne les réactions et les nombreux témoignages qui ont été diffusés par la presse. Les habitants des quartiers où ces émeutes ont eu lieu, sans pour autant justifier les violences, se sont montrés souvent très solidaires, qu'il s'agisse de pères ou de mères de familles, de sœurs, de voisins. Ils expliquent à leur manière la « colère » et le « ras-le-bol » des jeunes qui ont mis le feu aux voitures. Le deuxième phénomène concerne les militants associatifs trouvant dans cet épisode une confirmation de leur engagement citoyen depuis des années. Dans bien des quartiers populaires, leur action en faveur de nouvelles formes de citoyenneté active et d'une justice équitable est exemplaire. Bien que peu médiatisée, elle vise à conjurer le silence qui entoure certains aspects de la vie sociale et politique locale pour faire de la politique.

L'exemple du collectif Banlieues respect est significatif à cet égard. Déjà par sa composition : il regroupe en effet une vingtaine d'associations des quartiers populaires qui, bien que de façon inégale et plus ou moins ancienne, se sont attachées à défendre les droits de ceux (et celles) qui sont exposé(e)s à des comportements policiers, des décisions administratives ou des procédures judiciaires arbitraires, voire à la limite de la légalité. Utilisant leurs réseaux et ressources relationnelles, certaines de ses associations ont pu rendre publics des faits graves, mettant en cause le fonctionnement des institutions ou des collectivités locales. Mais elles ont aussi participé au débat public pour faire entendre une autre parole sur les « quartiers ». C'est le cas de l'association Ni proxo ni macho qui s'est vivement opposé à la campagne de Ni putes ni soumises, en dénonçant notamment les amalgames insidieux entretenus à propos de la violence sexuelle des garçons arabes des cités. Dans tous les cas, c'est peu dire que ces actions et prises de position – quoi qu'on en pense – ont été relayées par les médias et les intellectuels.

Lors des émeutes, Banlieues respect s'est mobilisé pour appeler au retour au calme et proposer une médiation républicaine sur la base de relations interquartiers. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve dans le communiqué appelant à une manifestation le 12 novembre 2005 le constat selon lequel « *la violence exprime les frustrations de trente années de déni de reconnaissance des populations vivant dans ces quartiers [...].* » Partant du constat que ces dernières sont traitées par les élites comme des « citoyens de seconde zone », Banlieues respect demandait

au président de la République et à son gouvernement, « *une écoute forte et sincère, notamment auprès des jeunes de ces quartiers afin de lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination dont ils souffrent au quotidien [...].* » Par ailleurs, ces militants des cités se sont montrés très critiques sur la gestion médiatique des événements, dénonçant les « médias de la haine ». Cette partie du message n'a pas été reprise par les journalistes, alors que la construction des images des jeunes issus de l'immigration a toujours été au cœur de leur mobilisation collective, en quête de visibilité dans l'espace public, donnant ainsi le sentiment aux intéressés qu'ils visaient juste.

Une des actions préconisées par ce collectif est simple : favoriser l'inscription des jeunes sur les listes électorales. Certains ont pu sourire de cette initiative, considérée comme l'expression d'ambitions personnelles.

Pourtant ce qui caractérise ce collectif, comme bien d'autres d'ailleurs, qui l'ont payé cher (on pense au MIB mais aussi à Bouge qui bouge), c'est son souci presque viscéral d'autonomie, gage de sa crédibilité locale. Il a fallu la puissance de feu médiatique de l'association Devoir de réagir et ses stars pour prendre la chose un peu plus au sérieux. Il s'agit ni plus ni moins de peser électoralement sur les orientations politiques du pays menacé d'un côté par le sarkozysme – fut-il de gauche – et le silence politique à l'endroit de la situation de ces « nouvelles » classes populaires en proie à la fragmentation sociale

L'objectif avoué par Joey Starr et quelques autres n'est pas pour autant de changer le monde en un scrutin. « Il faut d'abord qu'on nous écoute et qu'on nous réponde. »

et politique. En d'autres mots, voter c'est exister. L'objectif avoué par Joey Starr et quelques autres n'est pas pour autant de changer le monde en un scrutin. « *Il faut d'abord qu'on nous écoute et qu'on nous réponde.* » N'est-ce pas là, encore une fois, l'expression d'une demande de respect mutuel – et de reconnaissance ?

Si on pourrait mentionner d'autres initiatives qui traduisent une certaine effervescence politique suite aux émeutes d'automne, bien des incertitudes demeurent quant à son issue. Tout d'abord, les tensions ne manquent pas entre associations bénéficiant d'un fort ancrage territorial (Au-delà des mots, AC le feu ! Démocratie et citoyenneté) et des collectifs ayant une vocation nationale (Le mouvement des Indigènes de la République, La banlieue s'exprime, autour de Dieudonné). Les associations travaillant dans les quartiers, même si elles forment des réseaux, souffrent de leur dissémination. L'enjeu est-il la représentation des jeunes des banlieues ? Mais on sait bien ce que cette catégorie a d'incertain, recouvrant une grande diversité de situations. En outre, le lien entre la révolte des nouvelles générations et la militance des plus anciennes est encore à construire. S'agit-il alors de faire face au déficit de représentation politique des milieux populaires, en particulier à l'échelon local où le divorce avec les appareils en place est immense ?

Quelle alternative politique offrir aux diverses formes de communautarisme que l'État et les collectivités locales laissent hypocritement prospérer tout en dénonçant les « dérives » au sein de territoires où les institutions peinent à intervenir ?

Il serait souhaitable, sans trop se faire trop d'illusions, que la perspective la prochaine élection de 2007 puisse contribuer à démêler ces questions et à porter un autre regard sur ces émeutes et les transformations des quartiers populaires qui en sont à l'origine. Car, répétons-le, tous les éléments sont présents pour qu'une nouvelle explosion se produise. Prendre la mesure du sentiment d'injustice qui en constitue un élément central est urgent. D'autant que la gestion par les services de police et de justice des émeutes de novembre laissera des traces. Entre le 29 octobre et le 18 novembre, 3 101 personnes ont été placées en garde à vue, 562 majeurs incarcérés (dont 422 condamnés à des peines fermes) et 577 mineurs. Contrairement à ce qui a été dit, il ressort des données disponibles sur les tribunaux de la région parisienne que la plupart des mineurs poursuivis étaient inconnus des services de police et de justice. Les émeutiers ne sont décidément pas ceux que l'on croit. ●